Trump, un fasciste* ?

Daniel Bessner

Dans les discussions sur la nature des mouvements et des gouvernements d'extrême droite actuels, à l'échelle internationale, le terme « fasciste » est de plus en plus utilisé, accolé au préfixe « néo » ou « post ». Or, ce qualificatif produit souvent plus de chaleur que de lumière. Dans le cas des États-Unis de Donald Trump, cet article de l'historien Daniel Bessner, paru le 27 mars 2025 dans la revue en ligne *Jacobin*, sous le titre « This is America », représente une contribution bienvenue au débat. (J.B.)

Le second mandat autoritaire de Donald Trump a conduit ses détracteurs à le décrire comme un fasciste coulé dans le moule d'Adolf Hitler. Mais les politiques réactionnaires de Trump sont toutes américaines — et la voie pour le vaincre passe par une réforme des institutions antidémocratiques de l'Amérique.

Bien qu'elle n'en soit qu'à ses débuts, la seconde administration de Donald Trump s'est révélée nettement plus radicale que la première. Un président qui, lors de son premier mandat, n'avait pas les moyens et l'expertise administrative nécessaires pour utiliser le pouvoir de son poste afin de transformer la politique américaine semble aujourd'hui capable et désireux de réaliser les fantasmes les plus sombres de ses détracteurs.

Avec l'aide d'une coterie de fidèles, notamment le milliardaire sud-africain Elon Musk, Trump utilise son pouvoir présidentiel pour entamer le processus de destruction de certaines institutions de l'État fédéral, en particulier celles qui sont devenues des cibles dans la guerre culturelle, comme le ministère de l'Éducation. En outre, il s'est montré plus que disposé à enfreindre les normes et même les lois. À l'heure où nous écrivons ces lignes, il a publié quatre-vingt-dix-sept décrets, dont vingt-six, dès le premier jour de son mandat. À la mi-mars, son administration a défié une décision de justice en déportant des centaines de ressortissants vénézuéliens vers une prison salvadorienne.

Particulièrement effrayante pour les universitaires comme moi, l'administration Trump a arrêté Badar Khan Suri, un étudiant indien diplômé qui enseigne à l'Université de Georgetown avec un visa d'étudiant, « pour avoir activement diffusé la propagande du Hamas et promu l'antisémitisme sur les médias sociaux », ainsi que Mahmoud Khalil, détenteur d'une carte verte et chef de file du mouvement de protestation palestinien de l'année dernière à l'université de Columbia.

Les actions effrayantes de Trump ont, à juste titre, suscité l'inquiétude des libéraux et

* Traduit de l'anglais par Jean Batou. Daniel Bessner est professeur associé de politique étrangère américaine à l'École d'études internationales Henry M. Jackson de l'Université de Washington.

de la gauche et même de certains conservateurs. Si le premier mandat du président, au cours duquel sa plus grande réalisation a été une réduction massive des impôts pour les riches, ne s'est guère écarté des pratiques des républicains ordinaires, son second mandat semble motivé par un désir de transformer l'État et la société américains.

Ce qui reste discutable, c'est la mesure dans laquelle le comportement antidémocratique de Trump représente une rupture avec l'ordre constitutionnel des États-Unis. Les débats sur cette question dans la sphère publique ont largement tourné autour de la question de savoir si Trump 2.0 incarne un tournant vers le fascisme.

Si ceux qui parlent de fascisme sont motivés par le désir honorable d'appréhender ce qui passe, l'utilisation du terme obscurcit à la fois la nature et les enjeux du moment présent. Il y a une vérité fondamentale au cœur du trumpisme qui rend les comparaisons avec le fascisme européen difficiles à soutenir. Pour dire les choses simplement, Trump et ses acolytes s'appuient sur des traditions *américaines* de longue date et utilisent les outils normaux du gouvernement *américain* pour démanteler la démocratie. Le trumpisme n'est pas un produit d'importation. Il s'agit d'un phénomène bien de chez nous. Et si la gauche espère le combattre aujourd'hui et à l'avenir, nous devons nous concentrer sur la transformation des sources profondément américaines de l'autoritarisme du président.

Mauvais diagnostic du problème, mauvais diagnostic de la solution

À ce stade, les lecteurs se posent peut-être une question évidente : qui se soucie de savoir comment nous appelons Trump et le trumpisme ? Ne s'agit-il pas simplement d'un combat intellectuel inutile ?

En effet, à plusieurs reprises, des observateurs ont reproché au débat sur le fascisme de n'être guère plus qu'un exercice académique nombriliste, un exemple décadent de déconnexion savante à une époque où l'administration Trump cause des souffrances humaines bien réelles. Mais cette critique, bien que compréhensible, manque sa cible. Nommer quelque chose, c'est le diagnostiquer, et diagnostiquer un mal, c'est identifier un remède. Un diagnostic politique erroné conduit inévitablement à une résistance inefficace. Si un patient souffre d'une maladie cardiaque, mais qu'un médecin lui diagnostique des hémorroïdes, il finira par mourir de sa maladie cardiaque. Il en va de même de la démocratie.

Les partisans de l'affirmation selon laquelle Trump est un fasciste ont eu tendance à s'appuyer sur cinq arguments. Bien que ceux-ci aient presque toujours été avancés en raison d'une profonde préoccupation pour les exigences morales du présent, ils l'interprètent mal et militent donc contre le type de politique capable de résister à l'assaut républicain contre la démocratie.

Premièrement, certains défenseurs de la thèse du fascisme insistent sur le fait que l'analogie éclaire de manière significative les processus qui se déroulent aujourd'hui. Mais le contexte de l'Europe de l'entre-deux-guerres est si différent de celui des États-Unis des années 2010 et 2020 qu'une telle analogie obscurcit ce qui se passe. Nous ne vivons pas l'après-guerre d'une guerre mondiale au cours de laquelle les décès

massifs ont entraîné une dislocation sociale et l'émergence de nouveaux ordres politiques. Des bandes de jeunes vétérans ayant l'expérience du combat ne parcourent pas nos rues. Un puissant mouvement communiste ne menace pas les intérêts capitalistes bien établis. Nos divers ralentissements économiques ne sont pas comparables à l'hyperinflation qu'a connue l'Europe de l'après-guerre.

Deuxièmement, d'autres soutiennent qu'il n'est pas nécessaire de se tourner vers l'Europe pour faire la comparaison avec le fascisme, car les États-Unis ont leurs propres traditions fascistes sur lesquelles Trump et ses acolytes s'appuient. Pour défendre cet argument, les gens mettent en avant les nombreux aspects racistes, xénophobes et même génocidaires de l'histoire des États-Unis, depuis le « compromis des trois cinquièmes » figurant dans la Constitution américaine, selon lequel les personnes asservies étaient considérées comme « trois cinquièmes d'une personne sous le rapport de la représentation et de l'imposition » ; de la pratique et de l'héritage de l'esclavage ; de l'expulsion forcée et du génocide des peuples indigènes, du Ku Klux Klan ; de Jim Crow ; *redlining* (discrimination pratiquée par des institutions financières à l'égard des populations de certains quartiers) ; de l'incarcération des Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale ; du maintien de l'ordre militarisé et d'autres encore. Pour les défenseurs de la thèse du fascisme américain, ces évolutions prouvent toutes qu'il y a bien une tradition fasciste ininterrompue qui remonte à la fondation de la nation.

S'il ne fait aucun doute qu'il y a de profondes continuités entre le moment présent et l'histoire des États-Unis, le fait de se référer au fascisme américain sape curieusement la thèse du fascisme. Le « fascisme », dans ce cas, apparaît comme un phénomène exclusivement américain, à la fois antérieur et postérieur à ses variantes européennes, avec lesquelles il n'a pas de lien réel. Dans ce cas, le terme « fascisme » est un raccourci pour « idéologie d'extrême droite » — une définition très large qui n'est pas particulièrement utile d'un point de vue analytique.

Un troisième groupe affirme que le déploiement du terme « fascisme » est politiquement utile. Qualifier Trump de fasciste, affirment-ils, permet de mobiliser une résistance de masse. Ici, l'analyse empirique suggère pourtant le contraire. Dans les dernières semaines de la campagne présidentielle de Kamala Harris, celle-ci a qualifié Trump de fasciste. Le message selon lequel Trump était une menace fasciste pour la démocratie est en fait devenu l'« argument de clôture » de sa campagne, malgré le fait que le comité le plus important soutenant Harris ait averti que « s'attaquer au fascisme de Trump n'était pas très convaincant ». Nous savons tous comment cette histoire s'est terminée : Trump a battu Harris, remportant 49,81 % du vote populaire contre 48,34 pour Harris, et 312 voix de grands électeurs contre 226 pour Harris.

Quatrièmement, certains de ceux qui adoptent l'analogie affirment que le cadre du fascisme peut aider à prédire le comportement de Trump. Ce serait une bonne chose si c'était vrai, mais ni l'histoire ni les sciences sociales ne sont des entreprises prédictives. L'étude de l'histoire et l'utilisation des outils des sciences sociales permettent aux analystes d'accomplir plusieurs choses : nous pouvons identifier les structures, les processus, les discours et les modèles ; nous pouvons comprendre les causes des événements passés ; et nous pouvons éclairer les origines du présent. Mais elles ne peuvent pas être utilisées pour prédire l'avenir. Ce n'est tout simplement

pas ce qu'elles font.

Enfin, un cinquième groupe affirme que le fait de qualifier Trump de fasciste souligne la mesure dans laquelle le trumpisme reflète une innovation véritablement originale dans la politique américaine. Il s'agit de l'affirmation la plus importante, sur le plan politique, de ceux qui soutiennent l'analogie, car elle a été déployée pour mobiliser non seulement les libéraux et la gauche, mais aussi les piliers du courant républicain dominant d'avant Trump.

Ce faisant, ceux qui insistent sur le fait que Trump représente une rupture fasciste avec l'histoire des États-Unis ont tacitement approuvé les politiques antidémocratiques de personnes comme Liz Cheney, qui n'ont eu aucun problème à défendre les guerres injustes et illégales des États-Unis, la surveillance étendue des citoyens par le gouvernement, ainsi que le néolibéralisme et le néoconservatisme en général. Sous la bannière de l'antifascisme, les « Never Trumpers » comme Cheney se sont rebaptisés champions de la démocratie, une affaire grotesque pour tous ceux qui se souviennent de la « guerre contre le terrorisme ».

L'autoritarisme à l'américaine

La réalité est que tout ce que fait Trump a des antécédents dans l'histoire des États-Unis — et que la meilleure façon d'appréhender le radicalisme de Trump et de s'organiser pour l'arrêter est de placer son comportement dans le contexte de cette histoire plus longue. En d'autres termes, le trumpisme est une intensification de tendances anciennes, antidémocratiques et profondément américaines. Il n'est guère nécessaire d'utiliser le terme « fascisme » pour le comprendre. Nous sommes en Amérique, et Trump n'est rien d'autre que profondément américain.

Commençons par la tentative de Trump de démanteler l'administration fédérale. Pour comprendre ce qui se joue, il n'est pas nécessaire d'évoquer un quelconque *Führerprinzip* étranger ; il suffit d'étudier l'histoire réelle des présidences américaines.

Dès la fondation de la République américaine en 1776, le pouvoir de la présidence s'est accru, tandis que le Congrès, censé représenter la volonté du peuple, a abdiqué ses responsabilités. C'est le plus évident dans le domaine de la politique étrangère. Le Congrès américain est constitutionnellement responsable de la déclaration de guerre, mais il ne l'a fait que onze fois, et la dernière fois en 1942.

Depuis lors, pourtant, les États-Unis sont en état de guerre quasi permanent. Outre les célèbres guerres de Corée, du Vietnam, d'Afghanistan et d'Irak, au cours des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont intervenus contre des sociétés étrangères, selon les politologues Sidita Kushi et Monica Duffy Tofi, par « la menace, la démonstration ou l'usage directs de la force » plus de deux cents fois. Et ce qui est vrai en matière de politique étrangère l'est aussi dans d'autres domaines : le président est devenu de plus en plus l'équivalent d'un monarque élu. En d'autres termes, il existe une crise constitutionnelle permanente, bien qu'habituellement ignorée, depuis les années 1940, au moins.

Au cours des dernières décennies, ce qui est encore plus spectaculaire, c'est qu'une théorie antidémocratique extrême du pouvoir présidentiel, baptisée « théorie de l'exécutif unitaire », a pris de plus en plus d'ampleur dans les cercles juridiques de

droite. Comme note le politologue Richard W. Waterman, cette théorie « postule que le président est le seul responsable du contrôle et du maintien du pouvoir exécutif » et affirme parallèlement « que le Congrès n'a pas le droit de promulguer des lois qui limitent les pouvoirs du président en tant que chef de l'exécutif ou commandant en chef » et « que le président a la même autorité que les tribunaux pour interpréter les lois qui concernent le pouvoir exécutif ».

La théorie de l'exécutif unitaire, qui, selon Waterman « représente une expansion qualitative de l'autorité administrative du président », s'est avérée particulièrement utile pendant l'administration de George W. Bush, et c'est sur elle que reposent bon nombre des tentatives de Trump de défaire l'administration fédérale. En déployant cette théorie, les juristes de droite sont allés au-delà de la « présidence impériale » pour embrasser une « présidence autocratique » dans laquelle le président est devenu une sorte de dictateur.

Pour construire l'argument de la présidence autocratique, des juristes comme John Yoo ne se sont pas référés au droit fasciste ou nazi ; ils se sont appuyés sur la jurisprudence américaine. La présidence autocratique est une invention très américaine.

Même le pouvoir d'Elon Musk, non élu et non confirmé par le Sénat, a ses précédents. Malheureusement, l'une des caractéristiques du système américain est que les présidents sont autorisés à nommer des personnes à plusieurs postes influents sans l'approbation du Sénat — c'est ce qu'on appelle les « postes nommés par le président et non confirmés par le Sénat ». Voici, par exemple, quelques personnes qui ont occupé le poste de conseiller à la sécurité nationale (NSA), un poste qui n'est pas confirmé par le Sénat : McGeorge Bundy, Walt Whitman Rostow, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, W. Anthony Lake, Condoleezza Rice, Susan Rice, John Bolton et Jake Sullivan.

Chacune de ces personnes a façonné, de diverses manières, la politique des États-Unis, mais aucune n'a reçu de mandat démocratique. Outre la NSA, le président nomme, sans confirmation du Sénat, le directeur adjoint de la Central Intelligence Agency, le conseiller adjoint à la sécurité nationale et de nombreux autres postes.

Passons maintenant aux arrestations de Badar Khan Suri et de Mahmoud Khalil, qui constituent toutes deux des violations inquiétantes des libertés civiles et des principes qui sont théoriquement le fondement de la vie politique américaine. Tragiquement, de telles arrestations ont de nombreux précédents dans l'histoire des États-Unis ; l'arrestation et l'expulsion de résidents légaux et même de citoyens — souvent pour radicalisme politique — sont une caractéristique récurrente de la politique américaine depuis longtemps.

Pendant une grande partie du siècle dernier, les États-Unis ont utilisé efficacement ce que l'historien Adam Goodman a appelé « la machine à expulser ». Pendant et après la Première Guerre mondiale, le président Woodrow Wilson, en vertu de l'Espionage Act de 1917, du Sedition Act de 1918 et de l'Immigration Act de 1918, a arrêté et expulsé des radicaux et des militants antiguerre ; comme l'a récemment souligné l'historienne Kim Phillips-Fein, plus de 550 personnes accusées de

radicalisme politique ont été expulsées à la suite des tristement célèbres *Palmers raids* de 1919-1920.

Ensuite, entre 1929 et 1939, comme le rapporte Goodman, « jusqu'à un demi-million de Mexicains et d'Américains d'origine mexicaine » ont été « rapatriés » au Mexique — au moins 60 % de ceux qui ont été contraints de quitter le pays étaient des citoyens américains. Au début de la guerre froide, le gouvernement a arrêté et déporté pour des raisons politiques des personnes taxées de « subversives » en vertu de la loi sur l'enregistrement des étrangers de 1940, de la loi sur la sécurité intérieure de 1950 et de la loi sur l'immigration et la nationalité de 1952.

Pendant le reste du vingtième siècle, pour citer encore Goodman, « les ratissages de quartier et les déportations accélérées ont périodiquement abouti à l'expulsion de citoyens américains et de résidents permanents ». En fait, après la signature par Bill Clinton de la loi sur la réforme de l'immigration illégale et la responsabilité des immigrants, en 1996, « *tous les non-citoyens, y compris de nombreux résidents permanents légaux de longue date, se sont retrouvés soumis à une expulsion formelle* ». Pour ne prendre qu'un exemple, Goodman souligne qu'« entre 2005 et 2010, quelque 1,4 million de personnes — dont la moitié étaient des enfants nés aux États-Unis — sont retournées au Mexique de gré ou de force ».

Et cela n'aborde même pas les nombreuses violations des libertés civiles constatées pendant la guerre globale contre le terrorisme, lorsqu'un citoyen nommé José Padilla, accusé de travailler avec Al-Qaïda « pour construire et faire exploser un dispositif de dispersion radiologique », a été maintenu en détention militaire sans inculpation pendant plus de trois ans, ou lorsqu'un détenteur de carte verte nommé Ansar Mahmood « a été détenu, soupçonné de terrorisme [...] après avoir pris une photo près d'une usine de traitement des eaux ». Au-delà de la guerre globale contre le terrorisme, les journalistes ont découvert, à la fin des années 2010, que « les agents de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) ciblaient régulièrement des citoyens américains et les expulsaient par erreur ». Dans un cas particulièrement dramatique, un citoyen nommé Davino Watson a été détenu par l'ICE pendant 1 273 jours.

C'est l'Amérique

Il est clair que le trumpisme 2.0 intensifie de nombreux précédents — tous horribles et profondément antidémocratiques. La deuxième fois, Trump est plus agressif, plus flagrant et plus public dans sa poursuite d'objectifs véritablement radicaux qu'il ne l'avait été auparavant.

Mais les pouvoirs que Trump déploie, ainsi que les lois et les théories sur lesquelles il fonde sa tentative de remodeler l'État et la société américains, ne sont pas fascistes. Ils sont américains, et le danger posé par Trump est spécifiquement américain. Les choses peuvent être effrayantes — *elles le sont* — sans être fascistes. En fait, elles pourraient même être plus effrayantes, parce qu'elles sont été générées par ce pays.

Si les socialistes espèrent combattre Trump et organiser une coalition capable d'empêcher des autocrates comme lui d'accéder à nouveau au pouvoir, nous devons comprendre qu'il émerge de l'histoire et du système américains. L'un des principaux problèmes de l'analogie avec le fascisme est qu'elle détourne l'attention des États-

Unis vers l'Europe. Mais ceci n'a rien à voir avec l'Italie fasciste ou l'Allemagne nazie.
C'est l'Amérique, avec tout ce que cela implique.